

DANS CE NUMÉRO

Après une décennie d'expériences fructueuses dans le domaine de la coopération entre pouvoirs publics de l'Union européenne et d'Amérique latine, le programme URB-AL arrive tout doucement au terme de ses activités. Prochainement, la **nouvelle programmation 2007-2013**, contenant de nouveaux programmes, sera définie.

Les dernières réunions annuelles des réseaux se sont déroulées au début de l'année 2006. En outre, tous les réseaux URB-AL ont clôturé leur contrat avec la Commission européenne. Cependant, plusieurs d'entre eux ont décidé de poursuivre leurs activités thématiques avec d'autres sources de financement et des moyens propres. Certains autres prolongeront les expériences accumulées au cours des trois années de travail en réseau en coordonnant des projets de type B.

La date limite du **dernier appel à propositions pour les projets URB-AL** était fixée au 30 avril 2006. Toutefois, plusieurs projets sont toujours en cours et d'autres viennent juste de commencer leurs activités. Plusieurs coordinateurs font part de leurs expériences et de leurs réussites dans ce numéro.

Afin d'aider les nouveaux coordinateurs de projets à développer au mieux leurs activités, le **Centre de Documentation du Programme URB-AL (CDPU)** a organisé un premier séminaire de formation à Málaga. Le deuxième se tiendra à Valparaíso en octobre. De plus, l'équipe du CDPU continue à recueillir tous les documents utiles qui ont été diffusés depuis le début du programme URB-AL. Pour sa part, l'**Observatoire de la Coopération Décentralisée locale UE-AL** a organisé sa première conférence à Montevideo et publié ses premiers résultats. Le présent numéro revient sur ces événements et sur d'autres faits marquants.

RICCARDO GAMBINI

Office de Coopération EuropeAid – Chef d'unité B2

LETTRE D'INFORMATION
DU PROGRAMME URB-AL,
programme horizontal de
coopération décentralisée de
la Commission européenne,
destiné aux villes,
agglomérations et régions de
l'Union européenne et
d'Amérique latine



COMMISSION EUROPÉENNE
EuropeAid
Office de Coopération
Direction Amérique latine



Pedro Marín (Ayuntamiento de Málaga), Fernando Cardesa (Directeur pour l'Amérique latine à l'Office de Coopération EuropeAid de la Commission européenne), Gustavo Paulsen (Municipalidad de Valparaíso) et Marc Rimez (Gestionnaire du CDPU à EuropeAid) pendant la session de clôture du cours de formation du CDPU.

PROJETS COMMUNS SÉLECTIONNÉS

APPEL À PROPOSITIONS - 31 OCTOBRE 2005 (RÉFÉRENCE EUROPEAID/113113/C/G)

Coordination des projets communs

PROJETS COMMUNS DETYPE "A"			
Entité coordinatrice sélectionnée	Pays	Titre du projet	N° du projet
Comune di Udine	IT	Cómo construir un presupuesto participativo: transferencia de buenas prácticas en una perspectiva de intercambio recíproco	R9-A7-05
Municipalidad de Cotacachi	ECU	Impacto de los presupuestos participativos en ciudades multiétnicas y pluriculturales	R9-A8-05
Prefeitura de São Bernardo do Campo	BR	Os pobres negligenciados pela pobreza: situações de abrigo e desabrigo de crianças e adolescentes	R10-A16-05
Ayuntamiento de L'Escala	ES	La prevención de la exclusión en jóvenes y adolescentes en contextos urbanos mediante la promoción de la salud y de los factores resilientes	R10-A18-05
Prefeitura do Recife	BR	Orçamento participativo como instrumento de fortalecimento das mulheres na tomada de decisão	R12-A8-05
Provincia di Pescara	IT	La visión de género en la programación del gasto público	R12-A12-05
Intendencia Municipal de Colonia	URU	TECALE: Tecnología y ciencia aplicadas al desarrollo para gobiernos locales de América Latina y la Unión Europea	R13-A12-05
Ayuntamiento de L'Hospitalet de Llobregat	ES	Ciudades cívicas y seguras	R14-A10-05
Municipalidad de San Joaquín	CHI	Promoción de buenas prácticas de participación comunitaria en prevención del delito a nivel local	R14-A12-05
PROJETS COMMUNS DETYPE "B"			
Entité coordinatrice sélectionnée	Pays	Titre du projet	N° du projet
Municipio del Distrito Metropolitano de Quito	ECU	Las mujeres transformamos las ciudades. Servicios municipales de atención a mujeres	R12-B2-05
Diputación de Barcelona	ES	Centro de formación política MUJERY CIUDAD	R12-B3-05
Stadt Bremen	AL	European and Latin American Examples of Distance Cross-Curricular Learning in Science (X-Cross)	R13-B1-05

Prix de la Coopération Internationale décerné à un projet URB-AL



Pierre Samot, Maire du Lamentin, reçoit le Prix de la Coopération Internationale.

Le 6 avril dernier, le Haut Conseil de la Coopération Internationale français (HCCI) a récompensé 6 projets de coopération internationale.

Le HCCI poursuit essentiellement deux missions: favoriser une concertation régulière entre les différents acteurs de la coopération et sensibiliser l'opinion publique aux enjeux de cette coopération.

Il organise un Prix de la coopération internationale afin de mettre à l'honneur et de récompenser certains projets exemplaires dans ce secteur.

Cette année, Pierre Samot, le maire du Lamentin (Martinique, France), a reçu le «prix de sensibilisation du public» pour le projet URB-AL mis en œuvre dans le cadre du réseau 3, «Démocratie dans la ville: le budget participatif appliqué aux jeunes, un outil au service des politiques municipales». Outre cette récompense, la ville du Lamentin recevra 10 000 euros.

Ville et société de l'information

Pour la dernière fois, du 2 au 6 novembre dernier, Bremen a accueilli une centaine de participants, qui représentaient 50 villes de 18 pays différents, à l'occasion de la seconde réunion annuelle du réseau 13, «Ville et société de l'information».

Le coordinateur du réseau 13, le sénateur Willi LEMKE, a ouvert la réunion en soulignant les réussites qui ont émaillé les trois années de fonctionnement du réseau 13. Ensuite, il a invité les participants à consolider les relations tissées entre les villes latino-américaines et européennes, ainsi qu'à profiter de cette réunion pour préparer des propositions de projets communs en vue de les soumettre dans le cadre du dernier appel, prévu pour avril 2006.

La Commission européenne était représentée par Miguel ROMERO, gestionnaire de projets URB-AL pour EuropeAid, qui a expliqué en détail les procédures à suivre et les exigences à respecter pour la présentation des propositions de projets.

Les principaux orateurs et les participants ont échangé leurs avis en matière de coopération décentralisée, à la suite de quoi le Professeur Friedrich LEHMANN (Recteur adjoint chargé des relations internationales à l'Université des Sciences Appliquées de Bremen) a exposé les principales spécificités de l'Université, en insistant sur l'internationalisation réalisée grâce à un nombre croissant d'accords de coopération avec des universités du monde entier.

Pedro MARIN (coordinateur du réseau 6 URB-AL) a présenté brièvement le Centre de Documentation du Programme URB-AL (CDPU), qui est supervisé par la ville de Málaga et qui a pour objectif de soutenir les coordinateurs des projets communs dans leurs tâches de développement et de gestion desdits projets. Enfin, Louise LASSONDE (coordinatrice du programme de coopération décentralisée pour l'UNITAR, Nations Unies) a décrit les principales facettes du programme de coopération décentralisée, qui concerne la formation des agents locaux visant à renforcer leur capacité à mettre en œuvre les conventions internationales et les Objectifs de Développement du Millénaire.

La version actualisée par Luis Lozano du document de base – rédigé à partir de l'importante contribution des 40 membres qui

ont rempli les questionnaires – a également été remise à l'ensemble des participants. Ce nouveau document contient une clarification de la terminologie et une actualisation de l'état des lieux de la société de l'information en Amérique latine et au sein de l'Union européenne.

Tout comme lors des réunions annuelles précédentes, les ateliers ont été axés sur quatre thèmes, chacun d'eux correspondant à un des grands chapitres du document de base actualisé: pouvoirs publics, personnes, entreprises et environnement urbain.

Grâce aux interventions de tous les participants, ces ateliers ont débouché sur six propositions qui ont été soumises à la Commission européenne dans le cadre du dernier appel à propositions d'avril 2006. Cette dernière réunion annuelle s'est notamment caractérisée par le fait que les villes qui souhaitent présenter une proposition de projet commun ont pu échanger leurs expériences et leurs points de vue avec les coordinateurs des projets en cours au sein du réseau 13. L'important savoir-faire de ces derniers dans la mise en place des projets a contribué à améliorer les nouvelles propositions.

Au cours de la session plénière du premier jour, les coordinateurs des propositions sélectionnées lors de l'appel d'avril 2005 ont présenté leurs projets, en particulier les activités prévues pour 2006.

Dans le contexte de la réunion annuelle du réseau 13, une rencontre a également eu lieu avec les autres coordinateurs des réseaux URB-AL (6, 8, 9, 12, 13 et 14). Cette rencontre visait essentiellement à échanger les expériences et les résultats des activités menées par les réseaux, ainsi qu'à discuter de l'avenir de la coopération décentralisée entre les villes d'Amérique latine et d'Europe, la deuxième phase du programme URB-AL touchant à sa fin.

Le haut niveau de participation ainsi que les excellents résultats de l'évaluation réalisée par le bureau de coordination ont démontré une fois de plus la volonté des villes latino-américaines et européennes de renforcer les relations existantes et d'approfondir la coopération décentralisée entre les deux continents. Les liens noués au sein du réseau 13 se maintiendront sans aucun doute au-delà de l'échéance du programme URB-AL. ■



Réseau 13. Pedro Marin (Coordinateur du Réseau 6), Louise Lassonde (Coordinatrice à UNITAR), Willi Lemke (Sénateur pour l'éducation et les sciences à la Freie Hansestadt Bremen), Miguel Romero (Gestionnaire du Programme URB-AL à la CE).

Deuxième rencontre consacrée à l'analyse de la sécurité citoyenne en Amérique latine et en Europe

Les 5, 6 et 7 octobre 2005, Valparaíso a accueilli la 2e réunion annuelle du réseau 14, «Sécurité citoyenne dans la ville». Cette rencontre a rassemblé quelque 120 partenaires provenant de différents pays d'Amérique latine et d'Europe, à savoir l'Argentine, le Pérou, la Colombie, le Brésil, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, l'Uruguay, l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal.

Cette manifestation avait pour objectif de permettre aux membres d'approfondir leurs connaissances et, de cette façon, d'envisager ensemble des solutions aux problèmes de sécurité qui existent à l'intérieur de leurs communautés. Pour les membres partageant des caractéristiques similaires, elle fut aussi une occasion privilégiée de tisser des alliances stratégiques pour faire connaître leurs expériences et concevoir des solutions communes visant à renforcer la dimension urbaine de leur localité.

Le coordinateur du réseau, Gustavo Paulsen, a ainsi déclaré à l'assemblée : «notre réseau occupe une place de choix dans la communauté des municipalités latino-américaines et est devenu une référence incontournable en ce qui concerne la sécurité citoyenne à l'échelle locale». À ce sujet, il a évoqué l'expérience vécue en 2005 à Santa Cruz (Bolivie), lors du forum qui a réuni 800 maires, préfets et gouverneurs de la région et dont le réseau 14 a coordonné la commission sur la sécurité citoyenne.

Gustavo Paulsen a présenté et distribué la deuxième publication du réseau 14, intitulée «Ville et sécurité en Amérique latine», un texte qui cherche à élargir le débat de fond à propos de la thématique de la sécurité citoyenne, mais aussi à mettre l'accent sur le rôle des pouvoirs locaux dans la prévention de la délinquance et de la violence.

Lors de l'ouverture de cette 2e réunion, plusieurs personnalités se sont exprimées, notamment le Ministre chilien de la justice, des Parlementaires et le Maire de Valparaíso. Ces derniers ont décrit l'expérience chilienne et ont formulé des propositions pour le prochain gouvernement. Le directeur de la politique extérieure du ministère des affaires étrangères et un représentant de l'Union européenne ont également pris la parole.

Cette réunion avait aussi pour but d'élaborer les profils de projets communs à présenter à la Commission européenne lors de l'appel d'avril 2006. À cette fin, les participants ont échangé des informations sur les méthodes utilisées dans le cadre du programme URB-AL.

Dans cette perspective, la possibilité a été donnée aux participants d'assister aux quatre ateliers qui portaient sur différents thèmes parallèles. Le premier, «Configuration urbaine, espace public et sécurité citoyenne», a abordé la gestion urbaine et ses liens avec la sécurité citoyenne. Le deuxième, «Politiques publiques intersectorielles», a per-

mis de formuler des propositions visant à susciter des actions communes dans le domaine de la sécurité citoyenne en rapport avec d'autres domaines de politique publique, comme l'éducation, la santé ou le logement, entre autres. Le troisième atelier, intitulé «Instruments et domaines d'action en matière de sécurité citoyenne», a débouché sur des propositions de projets concernant les outils de gestion et les champs d'action des pouvoirs locaux en matière de sécurité urbaine. Le dernier atelier était consacré à la «Participation communautaire à la prévention de la criminalité».

Comme cela avait été précisé lors de l'ouverture de la réunion, le travail de ces trois journées visait à consolider les entités de proximité qui connaissent le mieux la réalité du terrain et qui sont les plus fiables et les plus flexibles pour mener à bien les différents programmes et initiatives envisagés. Il s'agissait de veiller à ce qu'elles puissent accéder à tous les moyens et à toutes les compétences nécessaires pour accomplir cette mission qu'elles connaissent bien, puisque «les seules expériences fructueuses en matière de diminution du taux de délinquance se déroulent dans les zones urbaines, dans les villes».

Enfin, il faut ajouter que le travail réalisé durant ces journées a permis d'élaborer onze profils de projets communs, dont certains ont été soumis dans le cadre du dernier appel à propositions d'avril 2006. ■



Réseau 14. Participants à la Réunion annuelle de Valparaíso.

Málaga accueille la dernière réunion du Réseau 6

Le Maire de la ville, le Secrétaire général responsable de l'environnement et le Directeur d'EuropeAid se sont accordés sur la nécessité de continuer à œuvrer en faveur de la qualité de l'environnement.

Au cours de cette rencontre, l'Observatoire de l'environnement urbain (OMAU) a fait l'objet d'une présentation. «Nous devons poursuivre la recherche de modèles en matière de biodiversité et de qualité de l'environnement». C'est par ces mots que le Maire de Málaga, Francisco de la Torre, a ouvert la cinquième et dernière réunion du réseau 6 du programme URB-AL. Une fois encore, Málaga a joué un rôle phare en matière d'environnement urbain.

Les 10 et 11 mars, une centaine de personnes représentant 54 villes d'Europe et d'Amérique latine se sont donné rendez-vous à Málaga. La séance inaugurale a également été rehaussée par la présence d'Arturo Gonzalo Aizpiri, Secrétaire général chargé de la prévention de la pollution et du changement climatique au Ministère espagnol de l'environnement, de Fernando Cardesa, Directeur pour l'Amérique latine à l'Office de coopération EuropeAid et de Pedro Marín, Coordinateur du réseau 6 du programme URB-AL.

Les deux principaux faits marquants de cette rencontre ont été les suivants: d'une part, l'exposé de l'architecte-urbaniste catalan, Manuel de Solà-Morales, sur «La ville comme lieu de vie» et, d'autre part, le discours du directeur de l'Agence pour l'écologie urbaine de Barcelone, Salvador Rueda, au sujet de «La conception d'un nouvel urbanisme qui aborde les enjeux de la société actuelle». Par ailleurs, les coordinateurs du réseau 6 ont présenté les dernières avancées quant à l'exécution des projets communs.

Au cours de la séance inaugurale, Francisco de la Torre a déclaré : «Málaga est très satisfaite de sa collaboration avec le réseau 6, qu'il importe de prolonger parce que les villes doivent répondre aux demandes de leurs citoyens».

À cet égard, le Maire a fait remarquer que dans la lutte contre la pollution, il faut rassembler tous les acteurs autour d'un même

objectif. «L'Union européenne, les administrations publiques, les pays et les municipalités, y compris la société civile, nous devons tous faire un effort afin d'offrir des espaces mieux entretenus aux nouvelles générations.»

Pour sa part, Arturo Gonzalo Aizpiri a félicité Málaga à la fois pour son rôle de leader à l'origine d'initiatives favorisant l'environnement urbain et pour son souci de la qualité de l'air. M. Aizpiri a ensuite révélé «la recette permettant aux villes de mieux respecter l'environnement»: obtenir une mobilité plus viable, c'est-à-dire «exploiter d'une façon adéquate les moyens de transport». À ce sujet, le Secrétaire général a expliqué : «il faut multiplier les efforts, en commençant dans les villes, si nous voulons des garanties en matière de santé et de viabilité à long terme».

Fernando Cardesa s'est également réjoui de la participation de la ville de Málaga au

volet environnemental du programme URB-AL.

Enfin, Pedro Marín a accueilli très positivement le rôle de fer de lance confié à la ville de Málaga au sein du réseau s'occupant de l'environnement urbain et a assuré que la mairie de Málaga était disposée à maintenir cette ligne de conduite en faveur d'une plus grande cohésion sociale.

Par ailleurs, cette cinquième réunion a été l'occasion de présenter l'Observatoire de l'environnement urbain, un édifice bioclimatique qui respecte les paramètres de l'architecture durable et qui représente le couronnement de six années de travail dans le cadre du programme URB-AL. À cet égard, Francisco de la Torre a affirmé qu'une fois qu'il sera opérationnel, «l'OMAU sera un outil très utile en matière de développement durable, qui permettra un suivi continu de la qualité de l'environnement de nos villes».

Le secrétaire général, Arturo Gonzalo Aizpiri, a également présenté l'OMAU comme un modèle dont les autres villes doivent s'inspirer, tandis que Fernando Cardesa a déclaré que l'Observatoire était «un exemple de plus illustrant l'esprit d'initiative de Málaga sur la base des moyens fournis par l'Union européenne».

Pedro Marín a quant à lui expliqué que l'OMAU aspire à devenir «un centre d'observation et d'analyse de tous les thèmes et aspects liés au développement urbain» et qu'il remplira une double fonction. D'une part, il accomplira un travail important en tant qu'observatoire des indicateurs urbains, qui permettra de mieux connaître les conditions environnementales de Málaga et de sa région, ainsi que des villes européennes et latino-américaines membres du réseau. D'autre part, il jouera un rôle central en matière de formation continue sur les thèmes liés à l'environnement urbain. ■



Réseau 6. Feuillet de la dernière réunion du Réseau 6 URB-AL.

Financement local et budget participatif

Du 6 au 8 mars 2006, Porto Alegre a organisé le troisième et dernier séminaire du Réseau 9, qui a rassemblé 153 participants issus de 16 pays. Au total, 69 villes, 64 collectivités locales et 24 partenaires externes ont assuré une représentation équilibrée de l'Amérique latine et de l'Union européenne.

Le maire de Porto Alegre, José Fogaça, a inauguré ce dernier séminaire du Réseau 9, «Financement local et budget participatif», en compagnie des coordinateurs du Réseau, à savoir Clóvis Magalhães (Coordinateur général), César Busatto (Coordinateur technique) et Maria José Costa da Silva, qui remplaçait João Portella (Coordinateur exécutif et financier).

Tous ont insisté sur le rôle croissant des villes sur la scène internationale, ainsi que sur la dimension pacifiste de la coopération décentralisée à laquelle contribue le programme URB-AL. Maria Cristina Araújo, représentante de la Commission européenne au Brésil, a souligné le bilan positif du programme et la responsabilité dont ses acteurs sont investis.

Durant ces trois jours, le séminaire a alterné théorie et pratique. Le volet théorique a été abordé en premier lieu, avec la présenta-

tion d'une étude relative aux budgets participatifs en Europe, réalisée par Yves Sintomer, Professeur de sociologie à l'université Paris VIII. Il s'en est suivi un débat assez productif, tant du fait des éléments exposés par les membres européens au sujet de leurs expériences sur le vieux continent que grâce aux avis exprimés par les membres latino-américains.

Ensuite, André Herzog et William Reuben, de la Banque Mondiale ont présenté brièvement ce que le conseiller du Réseau 9 considère comme un des principaux enjeux des budgets participatifs: la durabilité. Miguel Romero (gestionnaire des projets URB-AL et représentant de l'Office de coopération EuropeAid) et Yves Cabannes (conseiller du réseau 9) ont rappelé ce qu'était le programme URB-AL, en mettant en exergue ses résultats positifs et, plus particulièrement, ceux du Réseau 9, à savoir la banque de données, les nouvelles coopérations et la

contribution apportée à la réalisation des priorités internationales que sont la démocratie et l'inclusion dans un contexte mondialisé. La réussite du Réseau 9 a également été confirmée par le nombre de membres qui l'ont rejoint. Il comptait 407 membres inscrits (contre 107 en avril 2003) peu avant la clôture officielle de ses activités, prévue pour le 30 juin 2006.

Cette première journée s'est terminée par l'illustration d'un cas pratique sous la forme d'une présentation de plusieurs projets approuvés dans le cadre du Réseau 9 d'URB-AL.

Pendant les deux derniers jours du séminaire, les différents groupes de travail ont examiné les idées de projets communs en vue de leur soumission lors du dernier appel à propositions d'avril 2006. Enfin, les participants ont élaboré quatorze propositions de projets communs, structurés essentiellement autour de deux axes: la durabilité et la qualification/systématisation des budgets participatifs, qui sont détaillés sur le site internet du Réseau 9, www.portoalegre.rs.gov.br/urbal.

Lors de la clôture du séminaire, César Busatto, Miguel Romero et Yves Cabannes se sont félicités de l'engagement de tous les participants et ont insisté sur la nécessité de poursuivre et d'approfondir le travail entamé. Pour terminer, César Busatto, au nom des coordinateurs du Réseau 9, a remis au représentant de la Commission européenne, Miguel Romero, un courrier dans lequel la Municipalité de Porto Alegre s'engage à assurer un prolongement aux travaux du Réseau 9 à l'avenir. ■



Réseau 9. Maria José Costa da Silva (Coordination exécutive et financière du Réseau), Maria Cristina Araújo (Représentante de la Délégation de la CE au Brésil), Clóvis Magalhães (Coordinateur général du Réseau), José Fogaça (Maire de Porto Alegre), Berfran Rosado (Député) et César Busatto (Coordinateur technique du Réseau).

AYUNTAMIENTO DE MÁLAGA – MUNICIPALIDAD DE VALPARAÍSO

Trente-cinq stagiaires originaires de 23 villes européennes et latino-américaines participent au premier séminaire du Centre de Documentation du Programme URB-AL (CDPU)

Pendant trois jours (7, 8 et 9 mars), Málaga a accueilli le premier séminaire de formation du Centre de Documentation du Programme URB-AL (CDPU). Trente-cinq techniciens municipaux et gestionnaires de projets communs provenant de 23 villes de huit pays d'Europe et d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Espagne, Italie, Mexique, Pérou et Uruguay), se sont donné rendez-vous à Málaga pour participer à cette formation, qui s'inscrit dans le cadre des activités éducatives du CDPU. Il s'agit d'une expérience pionnière dont la finalité est la compilation et la mise en valeur de tous les projets URB-AL approuvés par la Commission européenne.

Cette formation en face-à-face a fourni aux participants des outils théoriques et pratiques qui leur permettront d'exploiter leurs connaissances et leurs aptitudes en matière de normes et de procédures pour l'exécution de projets communs de types A et B du programme URB-AL.

Le séminaire était divisé en plusieurs modules. Le premier a mis l'accent sur certains concepts et certaines réflexions de base concernant la coopération locale décentralisée entre l'Union européenne et l'Amérique latine. Les cinq autres modules, à la fois

théoriques et pratiques, ont abordé des thèmes spécifiques relatifs aux normes et aux procédures applicables en fonction des différents stades et/ou aspects de l'exécution d'un projet commun.

La formation s'appuyait sur le document «*Guide pratique des normes et procédures pour l'exécution de projets communs A et B du programme URB-AL*», édité par le Centre de Documentation du Programme.

Ce guide est disponible sur le site internet du Centre: www.centrourbal.com.

Le Centre de Documentation a été présenté plus en détail lors du cinquième séminaire annuel du Réseau 6, organisé dans la foulée de cette formation. Son siège se situe à l'Observatoire de l'environnement urbain de Málaga (OMAU).

Le CDPU, un projet intéressant né dans l'esprit des coordinateurs des réseaux URB-AL, poursuit un triple objectif:

1. Recueillir toutes les informations générées par les projets communs approuvés au sein des différents réseaux URB-AL. Ces informations seront consignées sur des supports physiques à Málaga, mais il sera également possible de les consulter sur l'internet, grâce à la plate-forme virtuelle créée à cette fin.
2. Maintenir une ligne de soutien et d'orientation permanente pour les projets en cours.
3. Assurer le recensement et la diffusion des bonnes pratiques issues de ces projets, à l'aide de manuels et de séminaires.

De plus, le CDPU possède un siège latino-américain à Valparaíso (Chili), qui dépend du centre coordinateur de Málaga. Le but est de maintenir un contact direct avec les villes d'Amérique latine faisant partie des différents réseaux.

Le projet bénéficie également de l'appui de l'université de Málaga, du CIDEU (Centre latino-américain pour le développement stratégique urbain) et de l'association Justice et Démocratie du Chili. ■



Centre de Documentation du Programme URB-AL. Participants au cours de formation.

DIPUTACIÓN DE BARCELONA – INTENDENCIA MUNICIPAL DE MONTEVIDEO

Première Conférence annuelle de l'Observatoire de la Coopération Décentralisée locale UE-AL

L'Observatoire de la Coopération Décentralisée locale UE-AL, un projet dirigé par la Diputación de Barcelona et dont le consortium rassemble Montevideo, FUNPADEM (Costa Rica), l'Université de la République d'Uruguay et la fondation CIDOB (Espagne), a organisé sa première conférence annuelle à Montevideo, les 28, 29 et 30 mars 2006, sur le thème «Les défis de la coopération locale décentralisée».

Les principaux objectifs de cette conférence (www.conferenciamontevideo-ocd.info) étaient les suivants: ouvrir un débat sur la nature de la coopération décentralisée entre l'Union européenne et l'Amérique latine, contribuer à l'élargissement de la coopération décentralisée sur le continent latino-américain en présentant les premiers résultats des actions de collecte et de systématisation des données de l'Observatoire et, enfin, lancer l'analyse de l'impact éventuel de ce phénomène sur les capacités locales et la gouvernance démocratique, sur la lutte contre la pauvreté et sur les efforts en faveur de la cohésion sociale et de l'intégration régionale.

Pour ce qui est du premier objectif, la conférence, présidée par Tabaré Vázquez, Président de la République orientale de l'Uruguay, a bénéficié d'une très large participation. Le profil des participants a permis de susciter le débat et d'influer sur les processus décisionnels relatifs à la coopération décentralisée. La conférence a ainsi accueilli des gouverneurs, des maires et des élus, des techniciens et des experts d'institutions liées à la coopération décentralisée. Un des principaux avantages de cette large participation a été la diversité et la richesse des interventions, qui ont permis un échange actif d'idées sur les grandes composantes de la coopération décentralisée, sur les défis qu'elle doit relever et sur ses répercussions potentielles en Europe et en Amérique latine.

Parmi les thèmes centraux de la conférence, il faut souligner le débat consacré à la coopération décentralisée, qui a permis de préciser la nature de celle-ci ainsi que ses particularités par rapport à d'autres formes de coopération au développement. À cette fin, deux documents ont été soumis aux participants en vue d'alimenter la discussion: «La coopération décentralisée Union européenne-Amérique latine face aux défis du XXI^e siècle», rédigé par Klaus Bodemer, Directeur de l'Institut d'études latino-américai-

nes de Hambourg, et «Spécificités de la coopération décentralisée publique: acteurs, contenus et modèles», établi par Jean-Pierre Malé, Directeur exécutif de l'Observatoire. Ces documents décrivent les principaux processus qui sont à la base de la naissance et de l'essor de la coopération décentralisée.

S'agissant du deuxième objectif de la conférence, l'Observatoire a présenté les premiers résultats de son processus de collecte et de systématisation des données sur la coopération décentralisée. Malgré la nature dispersée et la multiplicité des agents impliqués, il a réalisé un important travail de compilation des sources d'information existantes et des relations établies entre les pouvoirs locaux et régionaux d'Europe et d'Amérique latine. L'Observatoire s'est plus particulièrement concentré sur l'analyse de la coopération décentralisée publique, c'est-à-dire des relations directes entre les pouvoirs locaux et régionaux des deux continents, étant donné que cette forme de coopération présente des particularités qui engendrent souvent des relations horizontales et réciproques s'éloignant des schémas traditionnels entre donateurs et bénéficiaires.

En ce qui concerne le troisième objectif, à savoir l'analyse de l'impact de la coopéra-

tion décentralisée, trois domaines ont fait l'objet d'une attention particulière: l'amélioration des capacités locales et la gouvernance, la lutte contre la pauvreté et pour la cohésion sociale et l'intégration régionale. En vue de structurer les débats au sein des trois ateliers organisés, des études avaient été commandées à plusieurs experts.

Le caractère politique et institutionnel des relations directes entre les pouvoirs infranationaux explique que la coopération décentralisée a une incidence débordant les trois domaines mentionnés. Elle a, en effet, un impact potentiel sur le renforcement de la dimension locale dans les priorités nationales et régionales, ainsi que sur l'influence et la visibilité des pouvoirs locaux à l'échelle internationale, de même qu'une incidence significative sur l'opinion publique mondiale.

Enfin, les participants ont rédigé une Déclaration politique destinée à mettre en évidence l'importance de la coopération décentralisée en tant qu'instrument de consolidation des capacités des pouvoirs locaux et régionaux et, par conséquent, d'amélioration de l'efficacité des politiques publiques dans les domaines qui touchent les citoyens de près. ■



Observatoire de la Coopération Décentralisée locale UE-AL. William Hanna, Chef de la Délégation de la CE en Uruguay, Ricardo Erlich, Intendant de Montevideo, Jordi Labòria, Député, Délégué du Président de la Diputación de Barcelona et Tabaré Vázquez, Président de la République Orientale d'Uruguay.

Ville d'Issy-les-Moulineaux: e-AGORA, entre pratique et théorie, une vision de la démocratie électronique

Le projet e-AGORA, «l'Académie de la démocratie électronique», avait pour but d'explorer des pistes alternatives et novatrices pour renforcer et revitaliser la démocratie locale, en utilisant les technologies de l'information et de la communication (TIC).



Issy-les-Moulineaux. Participants au projet.

E-AGORA est un projet de type B qui s'inscrit dans le prolongement du réseau 3, «La démocratie dans la ville». Les rôles à jouer dans le cadre de ce projet ont été répartis entre les acteurs qui, au quotidien, interagissent pour faire vivre la démocratie au niveau local: les citoyens, les agents administratifs et le pouvoir municipal.

La Municipalité française d'Issy-les-Moulineaux, située dans la banlieue de Paris, a piloté cette initiative, à laquelle ont également participé les villes brésiliennes d'Ipatinga et de Juiz de Fora, ainsi que Viña del Mar au Chili et Frameries en Belgique, sans oublier le partenaire externe, l'Observatoire territorial de l'Université de São Paulo.

E-AGORA s'est articulé autour de deux pôles. D'une part, celui de l'expérimentation proprement dite et, d'autre part, celui de la formation. Dans le premier, des expériences imaginées en tenant compte du contexte politique et social de chaque ville ont été menées en vue d'introduire ou d'intensifier l'utilisation des TIC comme mécanisme facilitant la participation citoyenne. Ces essais contrôlés et observés de très près ont permis d'évaluer l'impact de l'utilisation de l'internet et du téléphone mobile, en plus des moyens plus traditionnels.

Il s'agissait de faire en sorte que l'usage des TIC facilite et augmente le contrôle exercé par la population sur les fonctionnaires publics et les législateurs. La démocratie locale devait y gagner en matière de transparence, de formation d'une opinion publique de qualité et de participation au processus décisionnel. Ces expériences ont permis de dégager des pistes pour revitaliser la démocratie locale.

Par ailleurs, le pôle de la formation, géré par l'Université fédérale de Minas Gerais en la personne du Professeur Leonardo Avritzer et en association avec le projet e-AGORA, a vu le jour grâce à la plate-forme d'enseignement à distance du Ministère de l'éducation nationale du Brésil (MEC). Il a également bénéficié du soutien du Professeur Alexander Trechsel, du Centre de la démocratie électronique à l'université de Genève, ainsi que de l'Institut européen de Florence en Italie. Le «master» professionnel «Démocratie électronique locale et nouvelles formes de gouvernance» a accueilli 150 étudiants provenant d'Amérique latine, d'Europe et d'Afrique, plus précisément des villes membres du projet et/ou de villes associées. Cette formation a été dispensée dans trois langues, à savoir le portugais, l'espagnol et le français, par des professeurs venant du Brésil, d'Argentine, de France et de Suisse.

Cette expérience a contribué à renforcer les liens entre le monde universitaire et la société, mais aussi à former des débutants et des experts en démocratie électronique susceptibles de contribuer aux processus de transformation débouchant sur une consolidation de la démocratie participative.

Enfin, le projet e-AGORA, «l'académie de la démocratie électronique», est présenté dans l'ouvrage intitulé «e-AGORA, le Livre blanc de la e-démocratie locale – Réflexions et perspectives». Les divers auteurs y récapitulent les expériences menées dans chaque ville membre afin d'élargir la participation citoyenne en s'appuyant sur les outils technologiques fournis. Ce document décrit également le contexte global dans lequel l'initiative s'inscrit actuellement, en mettant en lumière une évolution vers ce que l'on peut appeler une forme de «gouvernance». Enfin, ce livre montre le rôle fondamental de la démocratie électronique dans les pratiques locales en identifiant les différentes stratégies, limites et restrictions dans ce domaine. Il propose aussi des pistes de réflexion et d'action. ■

Città di Torino: Boulevard. Parcours de santé. Centres de promotion de la santé et de la citoyenneté active

Ce projet, coordonné par la ville de Torino (Italie), propose la création, dans chaque ville participante, d'un Centre municipal de promotion de la santé, dans une optique de prévention primaire des risques liés aux comportements et aux modes de vie peu sains.

Le Centre municipal de promotion de la santé est un espace public qui dépend directement de la municipalité et qui conjugue les expériences du service de santé publique, des universités, des écoles professionnelles, des coopératives et des associations privées (ONG) actives dans le domaine de la santé et de la prévention primaire.

Ce centre multifonctionnel mène des activités de sensibilisation, d'information et de formation du grand public sur les thèmes liés à la protection de la santé. Il se charge notamment d'organiser des conférences, des cours et des ateliers de formation réservés à la population ainsi qu'aux acteurs formels et informels de la santé. Il supervise également l'organisation d'expositions thématiques sur différentes facettes de la santé individuelle et collective, qui font appel à des instruments multimédias et divers documents, et qui orientent aussi les personnes concernées vers des experts dans les matières précitées.

Les partenaires du projet sont Bilbao (Espagne), Rosario (Argentine), Montevideo (Uruguay), Ate (Pérou) et l'ONG Inpades (Trelew, Argentine).

La décision d'encourager l'ouverture d'un Centre ayant pour mission de diffuser des informations et de dispenser des formations dans les domaines liés à la protection de la santé individuelle et collective se fonde sur les besoins identifiés dans certaines franges de la population, tant en Europe qu'en Amérique latine. La population concernée se compose des personnes âgées, des femmes adultes, des jeunes et des enfants résidant sur le territoire des villes participantes.

L'ouverture du Centre municipal de promotion de la santé a favorisé le développement de nombreuses activités à l'échelle locale, comme la réalisation de projets en faveur de la santé menés conjointement par la municipalité, l'Administration de la santé publique, les universités, les organismes de

formation et les acteurs de terrain. Elle a aussi permis de donner aux citoyens un meilleur accès aux informations essentielles qui concernent la protection de leur propre santé, de celle de leur famille ou de celle du groupe auquel ils appartiennent.

Les activités mises en place dans le cadre du projet s'appuient sur des méthodes participatives qui placent les utilisateurs au cœur des processus. Il s'agit de méthodes et d'optiques actives qui incitent les destinataires des stratégies de promotion de la santé à s'approprier les thèmes ciblés et à contribuer activement, en puisant dans leur propre expérience, au processus d'apprentissage. Guidées par des experts, les personnes partagent l'information et travaillent ensemble en vue de résoudre les problèmes qu'elles ont en commun.

Les méthodes participatives offrent également aux personnes qui suivent les cours ou les ateliers un éventail de compétences et de connaissances qu'elles peuvent exploiter dans toutes les situations, et ouvrent un espace pour explorer divers thèmes et agir sur ceux-ci. L'expérience montre que lorsque tous les participants contribuent au processus d'apprentissage, ils en retirent le sentiment que les solutions leur appartiennent davantage et sont plus appropriées à leur contexte.

Durant les formations, les ateliers et les conférences, l'accent est mis sur l'adhésion des citoyens locaux ayant des expériences et des vécus différents. La participation de personnes provenant du quartier, de la ville, de la région et d'autres pays ou continents contribue à enrichir le projet et à générer d'innombrables possibilités d'échange et de développement personnel.

Pour de plus amples informations:
miranda.pastore@comune.torino.it



Torino. Participants à un Séminaire du projet

«RIO-B»: inauguration du système de gestion intégrée des déchets à Santa Cruz (îles Galápagos)

Cette réunion, qui s'est déroulée du 4 au 7 avril 2006, a marqué l'achèvement du projet «RIO-B», mis en œuvre entre 2004 et 2006 en guise de prolongement au projet A «Valorisation des déchets dans les îles océaniques».

Le projet a recueilli l'adhésion des villes de Karlsruhe (coordinatrice), Heiderberg, Arucas, Santa Cruz, San Andrés-Coralina et Lima. Son objectif principal était de mettre en place un système intégré de collecte des déchets permettant le tri sélectif de ceux-ci dès le départ, tant auprès des habitants que des établissements commerciaux ou sanitaires.

Les îles d'origine volcanique sont habituellement recouvertes d'un manteau végétal de faible épaisseur, ce qui empêche l'utilisation de leur sous-sol pour l'enfouissement des déchets, en raison de la proximité de la roche. En même temps, la croissance continue du tourisme a occasionné une augmentation considérable du volume des déchets au sein de ces écosystèmes très vulnérables, ce qui plaide en faveur de l'adoption de systèmes intégrés de collecte des déchets, mais aussi de normes pour l'aménagement du territoire et la configuration des zones urbaines et des secteurs incompatibles avec l'écosystème naturel.

C'est en 1998 que dans les îles Galápagos, la Mairie de Santa Cruz, la Fondation Galápagos et le Parc National ont pris les premières mesures pour résoudre un problème qui pèse de plus en plus sur l'écosystème naturel, étant donné que le taux de croissance annuel de la population résidente est de 7 %, le nombre d'habitants étant passé de 5 000 à 15 500 entre 1990 et 2006. Parallèlement, le nombre annuel de touristes est passé de 30 000 à 120 000 aujourd'hui.

Aux problèmes engendrés par la production de déchets terrestres, qui sont en général évacués vers le continent, sont venus s'ajouter ceux des déchets de type industriel provenant des nombreux bateaux qui stationnent devant Puerto Ayora pour transporter les touristes entre les différentes îles. Ces problèmes risquent de devenir une menace pour cet écosystème très vulnérable si le seuil de saturation de la com-



Dirk Vogeley, responsable du projet et Pedro Marín, responsable du Réseau 6, à côté d'un des camions de collecte des déchets.

binaison faune, flore, population résidente et tourisme devait être dépassé.

Le Centre Fabricio Valverde, tout juste rénové, accueille les nouvelles infrastructures créées sur l'île de Santa Cruz, qui prévoient des espaces pour chaque type de déchets: organiques (50 %), recyclables (40 %), non recyclables (9 %) et hospitaliers (1 %). À côté du Centre, une zone de 1,5 ha a été aménagée pour la fermentation du compost.

L'année dernière, une partie du Centre est déjà entrée en service, notamment le système de production de pavés à partir de verre, ainsi que le département d'interprétation, qui explique aux résidents et aux touristes l'intérêt qu'il y a à veiller à la propreté de l'île de Santa Cruz pour la protection de la faune et de la flore des Galápagos.

Ce Centre de gestion intégrée des déchets est une infrastructure pionnière en Amérique latine, mais aussi un projet pilote exem-

plaire du programme URB-AL, auquel participent tant les citoyens que les entreprises et les organismes intéressés par le maintien de l'équilibre entre le développement économique et le système naturel. Il convient de prendre en considération le fait que la population des îles de Santa Cruz, San Cristóbal et Isabela a souvent été reléguée au second plan, compte tenu de l'importance de préserver un écosystème unique au monde, ce dernier ayant absorbé une grande partie des moyens financiers au détriment de la qualité de la vie de la population, du point de vue des infrastructures et des équipements.

Les innovations apportées en matière de gestion des déchets ne mettent cependant pas fin à tous les problèmes environnementaux qui affectent cette réserve naturelle de la planète Terre. La distribution d'eau potable et la collecte des eaux usées, rendues difficiles par la structure volcanique, constituent les prochains défis à relever. ■

Mancomunidad TajoSalor: «Processus d'autonomisation et participation citoyenne des femmes»

Santa Cruz, la région la plus riche de Bolivie, accueille la rencontre prévue dans le cadre du projet d'Autonomisation et de participation citoyenne des femmes.

Déchirés par les injustices, oubliés parmi les oubliés, ignorés jusque dans leur propre Amérique, certains citoyens nous montrent une nouvelle façon d'affronter la vie, en se rebellant contre le destin subi par des générations entières. Ils sont convaincus que tout est susceptible de changer et de s'améliorer, grâce au développement culturel de leur peuple et au soutien apporté à leurs projets sociaux.

Elles sont nombreuses, et ils sont quelques-uns, à penser que le changement doit passer par les catégories de population qui sont traditionnellement les laissées pour compte d'une société fondée sur le modèle de la domination patriarcale. Ils ont pour ambition de faire entendre la voix de celles qui ont toujours eu à se taire, et de développer leurs capacités à exprimer leurs besoins, à influen-

cer la vie publique et à mener des actions dans les domaines de la prise de décision, afin d'obtenir l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes. L'objectif poursuivi est de faire reconnaître à chacun que la femme et l'homme ont une importance identique dans la société et que leurs différences ne peuvent servir à justifier l'existence d'une structure dans laquelle la femme est soumise à la domination de l'homme.

L'alliance de catégories disparates aux réalités différentes a permis de dégager des éléments garantissant la réussite du projet: les résultats obtenus constituent une avancée pour toutes les femmes, car celles qui gagnent en autonomie contribuent à l'autonomisation de leur entourage.

Nous estimons que le savoir, le développement des arts et la sensibilité des personnes ne dépendent pas de la croissance ni de l'enrichissement matériel, mais transitent bien par les voies propres à la nature humaine. Nous garderons en mémoire les visages de vos artistes, la simplicité, la sobriété et la grandeur



TajoSalor. Participants à une rencontre.

de vos missions, l'épaisseur de votre forêt mais, surtout, les accords magnifiques d'un baroque inconnu, ces jeunes artistes qui reproduisent avec virtuosité les créations de ceux qui les ont précédés et avec lesquels ils ont parfois des liens de sang. Nous garderons aussi le souvenir de ces voix de femmes racontant leur histoire et des sons émis par la forêt qui une nuit, sur une piste rouge, après la tombée de la pluie, nous a offert un autre concert: celui de la nature. ■

Municipalidad de Riobamba: «Diagnostic de l'incidence de la migration sur la sécurité citoyenne à partir de réalités différentes»

Les pouvoirs locaux de Calama (Chili), Regione Toscane (Italie), Junín (Argentine), Vila Real de Santo Antonio (Portugal), Quito et Riobamba (Équateur) ont décidé de diagnostiquer et de caractériser les causes de l'insécurité citoyenne engendrées par la migration. Ils entendent dresser un état des lieux de la situation actuelle dans leurs villes et proposer de nouvelles politiques en matière de sécurité citoyenne directement liée à la migration.

Le projet «Diagnostic de l'incidence de la migration sur la sécurité citoyenne à partir de réalités différentes» vise à déterminer les causes de l'insécurité citoyenne découlant du phénomène de la migration et leurs liens avec les divers niveaux de développement entre les pays et les régions, principalement dans les zones frontalières. Ces dernières décennies, les migrations ont été

directement liées aux crises traversées par les démocraties ainsi qu'au manque de sécurité des personnes.

Le coût social et économique de l'immigration est très élevé lorsque ces mouvements de population sont massifs. Il constitue un problème en matière d'emploi, en particulier en ce qui concerne la main-d'œuvre peu qualifiée. Il en résulte des effets concrets sur le marché du travail des pays d'accueil: chômage, réduction du niveau des revenus, redistribution régressive du revenu, conditions de travail précaires et illégales. Ces effets sont eux-mêmes à l'origine de la délinquance et de l'insécurité citoyenne. En outre, les conditions dans lesquelles les immigrants arrivent dans une ville de façon illégale contribuent à engendrer des comportements délictueux.

Le projet s'adresse aux acteurs locaux, essentiellement aux équipes municipales de toutes les villes partenaires qui, à l'aide du diagnostic comparatif, pourront proposer de



Riobamba. Session d'ouverture d'une réunion du projet.

nouvelles politiques et des méthodes plus pertinentes et mieux adaptées à la situation concrète de leur ville en matière de sécurité citoyenne directement liée à la migration.

Plusieurs activités ont déjà été menées dans le cadre du projet, notamment la compilation d'informations, la conception du site internet du projet (www.urbalriobamba.com), l'élaboration du diagnostic préliminaire et sa diffusion via le premier atelier virtuel.

Les activités principales ont trait à la réalisation de diverses études et enquêtes destinées à cerner la situation en matière d'insécurité citoyenne en tant que conséquence de l'émigration et de l'immigration des habitants de chacune des villes associées, par le truchement de sondages d'opinion et de dialogues avec les citoyens. ■

Comuna di Roma: «Vaincre les nouvelles pauvretés: une question de méthode»

«Practicar – Laboratoire des bonnes pratiques pour l'amélioration des politiques publiques locales en matière de lutte contre la nouvelle pauvreté urbaine» est un projet né dans le cadre du Réseau 10 et piloté par la Comuna di Roma et mis en œuvre par 15 villes partenaires.

L'objectif général est la conception d'instruments et la diffusion de «bonnes pratiques» visant à renforcer les politiques publiques de lutte contre la nouvelle pauvreté urbaine, selon une stratégie unissant l'investigation et l'action.

Lors de la phase de diagnostic, les membres ont tenté de cerner ce phénomène et les politiques publiques mises en œuvre. Ils ont ainsi mis en évidence le fait que le problème des nouveaux pauvres, qui touche différentes régions des deux continents, ne peut plus

être considéré comme marginal: la nouvelle pauvreté aggrave l'exclusion sociale en milieu urbain et, si on ne la combat pas, elle s'ajoute à la pauvreté «structurelle».

La méthode que propose le groupe de coordination du projet Practicar repose sur une vision participative, dans laquelle chaque partenaire apporte sa contribution à la concrétisation des objectifs, grâce à un échange paritaire et réciproque de connaissances et d'expériences.

Outre le niveau international, un mécanisme de participation a été mis en place à l'échelon local afin que les acteurs socio-économiques et les associations actives dans le secteur, sans oublier les destinataires proprement dits des initiatives, puissent contribuer au débat. La participation des destinataires est fondamentale dans le contexte de la nouvelle pauvreté urbaine,

puisque ce phénomène se caractérise par un manque de biens relationnels, provoqué par la perte du statut social.

La méthode participative s'est traduite par 40 rencontres locales entre l'Europe et l'Amérique latine, dont le but était de recenser les actions novatrices envisageables pour lutter contre la nouvelle pauvreté urbaine. Les résultats de cette vaste consultation seront publiés dans le document intitulé «Orientations pour l'application d'instruments et de bonnes pratiques en matière de lutte contre la nouvelle pauvreté urbaine», un outil important conçu par et pour les institutions locales, afin de garantir l'accès de tous aux informations.

Le projet Practicar se veut transposable à d'autres contextes, avec une vision de la coopération qui génère des résultats partagés et participatifs à long terme. ■

Intendencia Municipal de Tacuarembó: «Les nouvelles technologies comme appui à l'émancipation sociale»

Le projet rassemble les administrations publiques de Miraflores et Chorrillos (Pérou), de San Joaquín (Chili), de Tacuarembó, Río Negro et Montevideo (Uruguay), de Castillo de Locubín (Espagne) et de Frameries et Bruxelles (Belgique), ainsi que l'ONG italienne ISCOS.

Le projet vise à trouver des idées novatrices reposant sur l'utilisation des nouvelles technologies pour améliorer la qualité de vie des populations en situation d'exclusion sociale. Les groupes bénéficiaires ont été sélectionnés par chaque ville partenaire, avec comme critère commun l'exclusion sociale: une situation de fragilité sociale due à leur vulnérabilité économique, éducative ou ethnique.

Les principales activités consistent en une analyse des besoins, des souhaits et des aptitudes des populations ciblées, la mise en place d'un service d'orientation technique, l'organisation de séminaires de rencontre entre les membres, l'installation de télé-centres dans chaque ville, la réalisation d'une formation au télétravail pour les fonctionnaires municipaux et la population ciblée et

la publication d'un guide final (www.tacuarembó-urb-al.gub.uy).

À partir de décembre 2005, des télé-centres ont été créés dans toutes les villes partenaires, en appliquant des solutions variant en fonction des populations concernées dans chacune d'elles. Par exemple, Tacuarembó, qui avait choisi comme population cible les jeunes en décrochage scolaire ayant de faibles ressources économiques, a organisé des cours d'informatique de base pour 300 jeunes qui, à la suite de cette formation, apprendront le télétravail et se familiariseront avec des programmes informatiques plus avancés leur permettant d'intégrer le marché de l'emploi.

Frameries a choisi comme population cible les mères célibataires immigrées et a mis sur pied un programme de formation structuré en différents modules. Un test initial permet de situer le niveau de compétence des participantes, tandis que la pédagogie individualisée offre à chacune la possibilité de s'intégrer au groupe et d'évoluer à son rythme. Des réunions collectives se déroulent également en vue de sensibiliser les apprenants à l'importance des TIC en tant qu'outils nécessaires à la recherche d'un emploi.



Tacuarembó. Des jeunes participent à un cours d'informatique.

Par ailleurs, une formation à distance au télétravail destinée aux fonctionnaires municipaux a été lancée en mars 2006. Cette formation permettra à chaque municipalité de disposer d'une équipe technique compétente en matière de télétravail et de recherche d'emploi à l'aide de moyens électroniques. Cette formation commune vise à mettre en place, dans chaque municipalité, un service permanent d'orientation dans ce domaine, s'adressant aux utilisateurs qui le demandent et aux programmes de bourses de travail ou aux incubateurs d'entreprises que les différentes municipalités gèrent. ■

PROJETS

Plus de 112 projets communs ont conclu leurs activités dans le cadre des 13 réseaux des première et seconde phases du Programme.

On compte déjà plus de 112 projets d'échanges d'expériences ayant achevé leurs activités dans le cadre des réseaux des deux phases, parmi lesquels 9 projets de type B.

Au cours du second semestre 2005 et du premier semestre 2006, 27 projets communs sont arrivés au terme de leurs activités.

Coordinateur	Pays	N° du projet	Titre du projet
Alcaldía del Municipio de Sucre	VEN	R4-P6-02	Crear Modelos de Gestión Turística de Agroindustria Artesanal en los Municipios
Intendencia Municipal de de Montevideo	URU	B5-P1-02	Políticas Sociales Urbanas: una propuesta para la integración social en áreas centrales
Comúne di Roma	ITA	R6-A6-03	Nuevos modelos de desarrollo urbano por la valorización del patrimonio ambiental y cultural
Comune di Arezzo	ITA	R6-A7-03	Mejorar el impacto de la gestión de los desechos sólidos y urbanos en términos de reducción de los gastos socio-económicos y de respeto por el medio ambiente
Ville de Marseille	FR	R7-P8-02	Stratégies de transformation des sites portuaires délaissés, interfaces et intermédiaires entre la ville et le port
Ayuntamiento Donostia – San Sebastián	ES	R7-A1-03	Sistema de información para la Gestión urbana
City of Graz	AUT	R8-P2-02	CULTURA: The design of a new mobility culture through mobility management, awareness measures and campaigns including information and education with the aim of changing mobility behaviour and enforce use of more sustainable modes of transport in urban areas
Alcaldía de Cartagena de Indias	COL	R8-A1-03	Accesibilidad al transporte público de las personas con movilidad reducida
Prefeitura de Jacareí	BR	R10-A10-03	Instrumentalizar as localidades para o combate à pobreza
Prefeitura de Belo Horizonte	BR	R10-A11-03	Inclusão Social através de Políticas Intersetoriais
Ayuntamiento de Málaga	ES	R10-A4-04	Análisis de indicadores sociales desde una perspectiva territorial
Municipalidad Distrital de Independencia	PER	R12-A3-03	Autodeterminación de las mujeres a través del empleo local
Municipio metropolitano de Quito	ECU	R12-A6-03	Construyendo ciudades incluyentes. Promoción de la equidad de género en la gestión local
Ville d'Issy-les-Moulineaux	FR	R3-B1-03	e-AGORA, l'Académie de la e-démocratie
Ayuntamiento de Irun	ES	R4-B4-03	Alianzas público privadas para el desarrollo económico local
Odense Kommune	DK	R5-B5-03	OBSERVA.NET
Landeshauptstadt Stuttgart	GER	R6-A3-03	Centro regional potenciador para Mujeres Emprendedoras y Trabajadoras
Ayuntamiento de Málaga	ES	R6-B1-03	Rehabilitación de Áreas Contaminadas para el Desarrollo Sostenible Interno de la Ciudad – REDESC
City of Karlsruhe	GER	R6-B3-03	Observatorio de Medio Ambiente Urbano
Municipalidad de Bahía Blanca ARG	ARG	R7-P1-02	Sustainable waste management for oceanic islands- Extension & transfer
Consell Comarcal de l'Alt Empordà	ES	R10-A7-03	Impacto del crecimiento del sector industrial químico y petroquímico en la gestión urbana de ciudades portuarias
Prefeitura Rio Grande da Serra	BR	R10-A8-03	La administración local como garante de atención de los adultos mayores y generadora de nuevos y acimientos de empleo
Comune di Roma	IT	R10-A3-04	Manual de políticas de saúde para o combate à pobreza e a melhoria da qualidade de vida
Municipalidad de Villa María del Triunfo	PER	R10-A10-04	Laboratorio de prácticas para el fortalecimiento de las políticas públicas locales de lucha contra la nueva pobreza urbana
Ayuntamiento de Irun	ES	R12-A4-03	Pobreza extrema y hambre: respuestas participativas desde los gobiernos locales
Mancomunidad TAJOSALOR	ES	R12-A2-04	Observatorio – EALNET
Municipalidad de Calama	CHI	R14-A2-04	Procesos de empoderamiento y participación ciudadana en las mujeres
			Elaboración e aplicación de una estrategia de intervención que aborde la delincuencia juvenil desde una mirada multicausal

CONTACTS

Vos interlocuteurs à la Commission

Chef d'Unité: Riccardo GAMBINI
Coordinateur: Vittorio TONUTTI
Gestionnaires: Miguel ROMERO, Fernando MUÑOZ, Marie TILBURCK
Secrétaire: Carmen DURAN, Delphine BLUTEAU

Adresse:
COMMISSION EUROPÉENNE
Office de coopération EuropeAid
Direction Amérique latine
Unité «Opérations centralisées: Amérique latine» B2
Programme URB-AL
J54 4/13
B -1049 Bruxelles (Belgique)
Téléphone: (32 2) 295.20.24
Fax: (32 2) 292.10.18



http://ec.europa.eu/comm/europeaid/projects/urbal/index_es.htm

DÉLÉGATIONS	PERSONNE DE CONTACT
Argentine	Francesca PESSINA Tel.: 54 11 4805 3759 francesca.pessina@cec.eu.int - http://www.delarg.cec.eu.int
Bolivie	Angel GUTIERREZ HIDALGO Tel.: 591 2 278 2244 angel.gutierrez-hidalgo@cec.eu.int - http://www.delbol.cec.eu.int
Brésil	María Cristina ARAUJO Tel.: 55 61 248 3122 - Fax: 55 61 248 0700 cristina.araujo@cec.eu.int - http://www.delbra.cec.eu.int
Chili	Joachim ROTH Tel.: 562 3352 450 Joachim.roth@cec.eu.int - http://www.delchl.cec.eu.int
Colombie	Ignacio BURRULL Tel.: 57 1 658 1150 Ignacio.burrull-valdes@ec.europa.eu - http://www.delcol.ec.europa.eu
Cuba	Robert STEINLECHNER Tel.: 537 204 0327 Robert.steinlechner@cec.eu.int - http://www.deldom.cec.eu.int
Equateur	Eva LOPEZ Tel.: 593 2 2523 912 Eva.lopez@ec.europa.eu - http://www.delcol.ec.europa.eu
Mexique	Aurélie PANCERA Tel.: 52 55 5540 3345 aurelie.pancera@cec.eu.int - http://www.delmex.cec.eu.int
Nicaragua - El Salvador – Guatemala - Honduras	Inmaculada ROCA I CORTES Tel.: 505 270 4499 - Fax: 505 270 4484 Inmaculada.ROCA-I-CORTES@cec.eu.int - http://www.delnic.cec.eu.int
Panamá – Costa Rica	Maite MARTINEZ Tel.: 506 283 2959 Maite.martinez-pardo@cec.eu.int - http://www.delcri.cec.eu.int
Paraguay	Vera VALENTE Tel.: 595 21 206069 – Fax: 595 21 213975 vera.valente@cec.eu.int - http://www.delury.cec.eu.int
Pérou	José Luis ARTEAGA CESPEDES Tel.: 51 1212 1135 jose-luis.arteaaga-cespedes@cec.eu.int - http://www.delper.cec.eu.int
Uruguay	Natividad LORENZO Tel.: 598 2 1944 0126 Natividad.lorenzo-san-martin@ec.europa.eu - http://www.delury.ec.europa.eu
Venezuela	Jean-Charles FIEHRER Tel.: 58 212 991 5133 jean-charles.fiehrer@cec.eu.int - http://www.delven.cec.eu.int

Vos interlocuteurs dans les réseaux

RÉSEAU N° 9

Financement local et budget participatif

Coordination: Prefeitura Municipal de Porto Alegre
 Contact: Clóvis Magalhães
 Adresse: Programa URB-AL Rede 9
 Siqueira Campos 1300 – Sala 609
 CEP 90010-907 - Porto Alegre – RS
 Brasil
 Tél.: 55 51 3289 3442
 Fax: 55 51 3289 1359
 E-Mail: Urbal9@gpo.prefpoa.com.br –
portella@gpo.prefpoa.com.br
 Internet: www.portoalegre.rs.gov.br/URBAL/

RÉSEAU N° 10

Lutte contre la pauvreté urbaine

Coordination: Prefeitura Municipal de São Paulo
 Contact: Sara Garcia Martins (coordinatrice adjointe)
 Secretaria Municipal de Relações Internacionais
 Adresse: Programa URB-AL Rede 10
 Palácio Anhangabaú - Viaduto do Chá, 15 -
 7o.andar
 CEP 01002-020 - São Paulo-SP
 Brasil
 Tél.: 55 11 3107 0318 / 3113 8554
 Fax: 55 11 3113 8526
 E-Mail: saramartins@prefeitura.sp.gov.br
 Internet: [www.prefeitura.sp.gov.br/secretarias/
relacoes_internacionais](http://www.prefeitura.sp.gov.br/secretarias/relacoes_internacionais)
www.portal.prefeitura.sp.gov.br/urbal

RÉSEAU N° 12

Promotion des femmes dans les instances de décision locales

Coordination: Diputación Provincial de Barcelona
 Contact: Elisabeth Maluquer
 Gabinet de Relacions Internacionals
 Adresse: Còrcega 300, ppal. 1^a
 E-08008 Barcelona
 España
 Tél.: 34 93 4022055
 Fax: 34 93 4022473
 E-Mail: maluquerme@diba.es
 Internet: www.diba.es/urbal12

RÉSEAU N° 13

Ville et société de l'information

Coordination: Freie Hansestadt Bremen
 Contact: Claire Klindt
 Adresse: Office Network 13
 Kreuzstrasse 72
 D-28203 Bremen
 Alemania
 Tél.: 49 421 369540
 Fax: 49 421 3695 425
 E-Mail: claire@whitebalance.de
 Internet: www.bremen.de/urb-al/

RÉSEAU N° 14

Sécurité citoyenne dans la ville

Coordination: Municipalidad de Valparaíso
 Contact: Gustavo Paulsen
 Adresse: Programa URB-AL Red 14
 Blanco 1663 – Oficina 1002
 Valparaíso
 Chile
 Tél.: 56 32 939 571
 Fax: 56 32 939 572
 E-Mail: red14@urbalvalparaiso.cl
 Internet: www.urbalvalparaiso.cl

Observatoire de la Coopération Décentralisée Locale UE – AL

Coordination: Diputación de Barcelona
 Contact: Agustí Fernández de Losada Passols
 Adresse: Còrcega 300, ppal. 1^a
 E-08008 Barcelona
 España
 Tél.: 34 93 402 20 55
 Fax: 34 93 402 24 73
 E-Mail: ocd.bcn@diba.es
 Internet: www.observ-ocd.org

Centre de Documentation du Programme URB-AL

Coordination: Ayuntamiento de Málaga
 Contact: Pedro Marín Cots
 Luis Guillermo Tapia
 Adresse: Plaza de la Alcazaba s/n
 Ed. Aparcamientos
 E-29012 Málaga
 España
 Tél.: 34 952602777
 Fax.: 34 952223092
 E-Mail: info@omau-malaga.com
 Internet: www.centrourbal.com

